



RÉFORME DES RETRAITES

ENSEMBLE NOUS POUVONS L'IMMOBILISER

EN SE MOBILISANT MASSIVEMENT !

Après 5 journées de manifestations massives, dans une situation où une immense majorité de la population rejette la réforme des retraites, le gouvernement Macron-Borne s'entête à vouloir nous imposer deux ans de travail supplémentaires en reculant pour tous l'âge de départ à la retraite. Face à la radicalisation du pouvoir, l'intersyndicale nationale nous appelle à « mettre la France à l'arrêt dans tous les secteurs le 7 mars prochain ».

Travailler plus longtemps, voir les retraités mourir plus vite ! Le voilà le programme !

Le gouvernement voudrait nous voler plus de 700 jours de retraite ce qui est inadmissible, luttons contre cette réforme injuste. Pour les fonctionnaires, la réforme des retraites voulue par Emmanuel Macron s'inscrit dans la continuité de la loi de Transformation de la fonction publique. Elle est aussi à mettre en relation avec les projets de refonte des grilles, des carrières et rémunérations. On peut en être sûrs, dans leur quasi-totalité, les agents condamnés à deux ans supplémentaires ne pourront bénéficier d'aucun avancement et se verront bloqués sur le dernier échelon de leur carrière deux ans de plus. Cette réforme s'inscrit dans une austérité programmée pour l'ensemble des services publics, afin d'en accélérer la dégradation pour favoriser les entreprises privées qui cherchent à s'accaparer les marchés potentiellement juteux des services publics.

**La réforme des retraites nous concerne toutes et tous,
la victoire dépend de chacune et chacun d'entre nous !**

L'enjeu n'est pas de soutenir quelques syndiqués ou secteurs qui se mettraient en grève. L'objectif, c'est que nous soyons le plus nombreux et nombreuses à faire grève et à agir pour manifester notre mécontentement. Montrons que sans nous, le pays ne peut pas tourner. Démontrons que c'est notre travail qui crée des richesses. Notre mobilisation a un effet d'entraînement important sur les autres. Annonçons à nos collègues, nos amis, notre famille que nous serons en grève pour les engager à entrer dans l'action !

*Plus d'un million de signataires pour la pétition intersyndicale :
A vos claviers, ça ne prend pas beaucoup de temps et pas d'argent !
Vous trouverez le lien de la pétition sur notre site
CGT Finances Publiques 62*

***Luttons jusqu'au
retrait de cette
réforme injuste !***



En flashant ce QR code vous aurez accès aux photos et vidéos des manifestations de notre section.

Une réforme hypocrite construite autour de mensonges et de manipulations politiques

=> L'étude d'impact du projet de réforme des retraites indique que le gouvernement table sur une baisse de l'emploi public dans les années à venir. Le gouvernement émet des hypothèses marquées par une stagnation ou une baisse de l'emploi public sur les 10 prochaines années !

Le même gouvernement, à travers plusieurs rapports, s'interroge sur l'attractivité de la fonction publique. La baisse de l'emploi public serait aussi inéluctable que les feuilles mortes à l'automne ?

Là encore, il s'agit bien de choix politiques. Pourquoi baisser l'emploi public alors que les besoins sociaux de l'immense majorité de la population sont toujours là et parfois de plus en plus forts ? Il s'agit surtout de passer du service public rendu par des fonctionnaires à du privé lucratif en faisant des économies considérables sur les masses salariales de l'Etat.

=> Selon le collectif «Nos services publics», le ministère des Finances prévoit une baisse de la rémunération réelle des fonctionnaires de 10,75 % entre 2022 et 2027, alors que le simple maintien de la masse salariale actuelle permettrait de résorber d'environ 50 % le déficit du système de retraites à l'horizon 2030.

=> Dans son projet de réforme, le gouvernement entend «Reculer l'âge de départ en tenant compte des situations d'usure professionnelle». Pourtant il est bien prévu que tout le monde prenne deux ans supplémentaires. Mais au-delà de cet aspect, cette proposition gouvernementale vise à camoufler une terrible réalité : chaque année, des milliers de fonctionnaires sont placés en retraite pour invalidité...

=> Dans son projet, le gouvernement propose aux agents de travailler au-delà de 67 ans et jusqu'à 70 ans sur la base du volontariat : qui le voudrait ? Seuls accepteraient un tel deal, les agents pris à la gorge financièrement, mais concrètement, parmi eux, qui le pourrait vraiment ? Plutôt que garantir une retraite paisible à taux plein dès 60 ans, on voudrait nous faire mourir au boulot qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Les risques psychosociaux, les troubles musculo-squelettiques, les conséquences du management par objectif et par pression, du travail en sous-effectif, sont autant de facteurs qui usent physiquement et moralement. Combien de collègues ne travaillent plus à 60 ans, à 62 ans parce qu'ils n'en ont plus la capacité physique ? Et il faudrait aggraver le jeu de massacre ? Les «premiers de corvées» disent non ! Pas besoin de sortir de l'école alsacienne ou de l'ENA pour savoir que l'équilibre financier de notre système de retraite, fondé sur la répartition, dépend en grande partie du niveau de l'emploi public et de la rémunération des fonctionnaires.

Le gouvernement prétend que sa réforme des retraites permettrait d'économiser 22,1 milliards en 2035. On nous parle de déficits de 12 milliards d'euros. Les projections des experts du COR lorsqu'elles ne plaisent pas au gouvernement sont balayées du revers de la main. Et dans le même temps des sommes faramineuses sont consacrées à la destruction de la planète : 413 milliards d'euros pour la loi de programmation militaire jusqu'en 2030 !

=> Les dépenses publiques sont passées de 35 % du PIB en 1960 à 45 % en 1980 et à 60 % du PIB en 2021. Vu l'état de dégradation de nos services publics, on est en droit de se demander où est passé l'argent ! En 1995 les aides publiques aux entreprises représentaient 5,2 % du PIB (soit 90 milliards) pour monter à 200 milliards d'euros par an en moyenne depuis 2010 (9 % du PIB).

Une réforme sexiste "se disant peu pénaliser les femmes..." Mobilisons-nous aussi le 8 mars !

Aujourd'hui, les femmes ont une pension de droit direct inférieure de 40 % à celle des hommes (-60 % pour les femmes cadres !) et elles sont plus nombreuses à partir à 67 ans.

Au lieu de résoudre ces inégalités, la réforme va encore plus défavoriser les femmes :

L'allongement de la durée de cotisation pénalise encore plus les femmes, qui ont des carrières plus courtes du fait des enfants. Aujourd'hui déjà 40 % des femmes partent à la retraite avec une pension amputée car elles n'ont pas validé toutes leurs annuités. Qu'est ce que ce serait après la réforme !

Le report de l'âge de départ neutralise l'apport des majorations pour enfants : les 120 000 femmes qui partent chaque année à 62 ans grâce à leurs majorations devraient désormais attendre 64 ans !

Le minimum de pension à 1200 € est conditionné à une carrière complète travaillée à temps plein rémunérée au SMIC, trois conditions excluant pour les femmes qui seraient 40 % à toucher une pension inférieure à 1200 €

L'impact de la pension de réversion grâce à laquelle les inégalités de pension passent de 40 % à 28 %, va progressivement se réduire. En effet, elle reste limitée aux couples mariés, une condition de moins en moins remplie par les nouvelles générations. Il faut au contraire l'ouvrir aux couples pacsés !

Nous sommes à votre disposition pour vous informer, vous aider et vous accompagner. N'hésitez pas à vous rapprocher d'un de nos militants dans votre structure ou à nous joindre par mail. Vous trouverez une multitude d'informations comme les prochaines actions ou les éditions du Luttin sur notre site internet.